

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
26 avril 2024
Français
Original : anglais

Lettre datée du 15 avril 2024, adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le récapitulatif des travaux que le Conseil de sécurité a menés durant le mois de décembre 2023 sous la présidence de l'Équateur (voir annexe), établi par la Mission permanente de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies à l'issue de consultations avec les autres membres du Conseil.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) José De La Gasca



Annexe à la lettre datée du 15 avril 2024 adressée à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de l'Équateur auprès de l'Organisation des Nations Unies

Récapitulatif des travaux menés par le Conseil de sécurité sous la présidence de l'Équateur (décembre 2023)

Introduction

En décembre 2023, sous la présidence de l'Équateur, le Conseil de sécurité a tenu 29 séances, dont 2 séances privées, et s'est réuni 12 fois en consultation plénière. Il a adopté huit résolutions et une déclaration du Président et publié huit déclarations à la presse.

Conformément à la pratique de l'Organisation des Nations Unies, l'Équateur a débuté sa présidence par la présentation du programme de travail provisoire du Conseil pour le mois, qui a été adopté lors de consultations tenues le 1^{er} décembre. Le même jour, le Président du Conseil a informé la presse et les États Membres de l'Organisation des travaux qui seraient menés par le Conseil en décembre.

Parmi les manifestations phares du mois, on retiendra la tenue d'un débat public au niveau ministériel sur le thème « Menaces contre la paix et la sécurité internationales : criminalité transnationale organisée, multiplication des défis et nouvelles menaces » et d'un débat public sur le thème « Armes de petit calibre : lutter contre la menace que le détournement, le trafic et l'utilisation abusive des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions font peser sur la paix et la sécurité ».

Dans le prolongement de son engagement en faveur du programme pour les femmes et la paix et la sécurité, la présidence a érigé en priorité l'inclusion de la société civile, en particulier les exposés faits par des femmes.

Conformément à la pratique établie, la présidence équatorienne a publié des engagements écrits sur l'application des méthodes de travail du Conseil dans le respect des dispositions de la note du Président en date du 30 août 2017 (S/2017/507) et de notes ultérieures. Elle s'est employée à promouvoir la transparence et l'inclusion au moyen de consultations et d'échanges de vues avec les 15 membres du Conseil et les autres États Membres de l'Organisation, notamment ceux qui sont particulièrement affectés par les décisions du Conseil.

L'Équateur a honoré l'engagement pris par le Conseil de promouvoir des interactions régulières avec les organes principaux et a coopéré avec le Président de l'Assemblée générale et la Présidente du Conseil économique et social pour organiser la réunion des trois présidences d'Amérique latine (Trinité-et-Tobago, Chili et Équateur).

Le 22 décembre, le Président du Conseil de sécurité a tenu une séance récapitulative à l'intention de tous les États Membres sur les travaux menés par le Conseil pendant le mois. À cette occasion, les Représentants permanents du Gabon, du Ghana, des Émirats arabes unis, du Brésil et de l'Albanie ont fait des déclarations. À la même séance, ils ont également fait part de leurs réflexions sur leur mandat de deux ans (2022-2023) au Conseil.

Afrique

Paix et sécurité en Afrique

Le 1^{er} décembre, le Conseil de sécurité a adopté la résolution [2713 \(2023\)](#), par laquelle il a étendu le régime de sanctions et l'embargo sur les armes visant les Chabab. Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, les membres du Conseil ont décidé que tous les États devraient prendre les mesures nécessaires pour empêcher les livraisons d'armes, de munitions et de matériel militaire aux Chabab. La résolution a été adoptée par 14 voix pour, avec 1 abstention.

Somalie

Le 1^{er} décembre, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution [2714 \(2023\)](#), par laquelle il a levé l'embargo sur les armes imposé à la Somalie. Dans cette résolution, il a constaté les progrès accomplis par la Somalie par rapport aux objectifs de référence adoptés dans la résolution [2662 \(2022\)](#) et décidé de lever l'embargo sur les armes établi par la résolution [733 \(1992\)](#) tel que modifié.

Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan

Le 1^{er} décembre, le Conseil de sécurité a adopté la résolution [2715 \(2023\)](#), par laquelle il a mis fin au mandat de la Mission intégrée des Nations Unies pour l'assistance à la transition au Soudan (MINUATS). Dans cette résolution, les membres du Conseil ont prié instamment la MINUATS de commencer la cessation de ses opérations le 4 décembre 2023 et de transférer ses tâches aux organismes, fonds et programmes des Nations Unies. La résolution a été adoptée par 14 voix pour, avec 1 abstention.

Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

Le 6 décembre au matin, le Conseil de sécurité a tenu une séance avec les pays qui fournissent des contingents à la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO).

Le 11 décembre, le Conseil a tenu sa séance d'information trimestrielle sur la situation en République démocratique du Congo et sur la MONUSCO. Les membres ont entendu des exposés de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour la République démocratique du Congo, Bintou Keita, qui a présenté le dernier rapport du Secrétaire général, et de la Coordonnatrice nationale de Solidarité féminine pour la paix et le développement intégral, Sandrine Lusamba. La République démocratique du Congo et le Rwanda ont participé à la séance au titre de l'article 37 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité.

Le 19 décembre, le Conseil a adopté la résolution [2717 \(2023\)](#), par laquelle il a prorogé d'un an le mandat de la MONUSCO.

Le nouveau mandat expire le 20 décembre 2024 et fait suite à une demande de la République démocratique du Congo tendant à ce que le retrait de la Mission soit accéléré.

Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale

Le 13 décembre, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information et des consultations sur la situation en Afrique centrale et sur le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC). Il a entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du BRENUAC, Abdou

Abarry. Le Représentant spécial a déclaré que la région se heurtait à de grandes difficultés mais qu'elle disposait d'un potentiel considérable de développement et de stabilité.

Mission des Nations Unies au Soudan du Sud

Le 14 décembre, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information et des consultations sur la situation au Soudan du Sud et les activités de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud (MINUSS). Le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Soudan du Sud et Chef de la MINUSS, Nicholas Haysom, a informé le Conseil de la situation humanitaire, de la mise en œuvre du processus de paix au Soudan du Sud et des mesures nécessaires à la tenue d'élections en décembre 2024.

S'exprimant en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud, le Représentant permanent du Gabon, Michel Xavier Biang, a notamment informé le Conseil de ses visites à Djouba et à Malakal en octobre. La Représentante permanente du Soudan du Sud a pris part à la séance.

Mission d'appui des Nations Unies en Libye

Le 18 décembre, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information et des consultations sur la Libye. Il a entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général pour la Libye et Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), Abdoulaye Bathily. Le Représentant permanent adjoint du Japon, Osamu Yamanaka, s'est exprimé devant le Conseil au nom de la Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1970 \(2011\)](#) concernant la Libye. Le Représentant permanent de la Libye a également pris part à la séance.

Le Représentant spécial a indiqué que, pour la première fois depuis que les élections n'avaient pas pu avoir lieu en décembre 2021, le cadre constitutionnel et juridique nécessaire à la tenue du scrutin était en place en Libye, et que la Haute Commission électorale nationale avait estimé que ce cadre était techniquement viable. Il a souligné que le reliquat des litiges politiques ne pouvait être résolu que par un règlement politique négocié entre les principales parties prenantes institutionnelles libyennes, que celles-ci s'étaient engagées de bonne foi à appuyer. Il a ajouté que le cessez-le-feu se maintenait, mais que des affrontements armés sporadiques et d'autres atteintes à la sécurité continuaient d'être enregistrés.

Opérations de paix de l'Union africaine

Le 21 décembre, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution [2719 \(2023\)](#), dans laquelle il est convenu d'examiner au cas par cas les demandes formulées par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour obtenir son autorisation afin que les opérations de soutien à la paix menées par l'Union africaine puissent utiliser des contributions des États Membres dans les conditions établies par la résolution.

Moyen-Orient

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Le 4 décembre, le Conseil de sécurité a tenu des consultations sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, à la demande des Émirats arabes unis. Les membres du Conseil ont entendu un exposé de la Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, Rosemary DiCarlo, qui a évoqué la reprise des hostilités à l'issue d'une trêve de sept jours à Gaza.

Le 8 décembre, le Conseil a tenu une séance d'information spéciale sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, en réponse à une lettre datée du 6 décembre 2023, adressée au Président du Conseil par le Secrétaire général, dans laquelle celui-ci avait invoqué l'Article 99 de la Charte. Le Secrétaire général a fait un exposé sur la situation à Gaza, mis en garde contre le risque d'un effondrement total du système d'aide humanitaire et demandé instamment au Conseil de n'épargner aucun effort pour faire pression en faveur d'un cessez-le-feu humanitaire immédiat.

Le 8 décembre également, le Conseil a tenu des consultations sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, à la demande de la France. Les membres du Conseil ont examiné un projet de résolution proposé par les Émirats arabes unis et réfléchi à la date de la séance d'adoption.

Plus tard dans la journée, le Conseil s'est réuni pour se prononcer sur un projet de résolution proposé par les Émirats arabes unis sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, dans laquelle les auteurs exigeaient un cessez-le-feu humanitaire immédiat, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et le respect par toutes les parties des obligations que leur imposait le droit international. Le texte n'a pas été adopté, un membre permanent ayant voté contre.

Le 19 décembre, le Conseil a tenu une séance d'information et des consultations sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. À cette occasion, le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Tor Wennesland, a présenté le dernier rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 2334 (2016) et décrit les faits survenus après la publication du rapport. Le Chef de mission et Chef d'état-major de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve, le général de division Patrick Gauchat, a également fait un exposé. La séance a été consacrée à la guerre à Gaza, à la situation humanitaire sur le terrain et à la détérioration de la situation en Cisjordanie. Les membres du Conseil ont exprimé leur inquiétude face à la dégradation de la situation humanitaire à Gaza, appelé à la protection des civils, à la libération des otages, à l'application de la résolution 2712 (2023) et à l'intensification de l'aide, condamné la violence en Cisjordanie et réaffirmé leur soutien à la solution des deux États.

Le 20 décembre, le Conseil a tenu des consultations sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, à la demande de l'Équateur. Les membres du Conseil ont examiné un projet de résolution proposé par les Émirats arabes unis et décidé de reporter la séance d'adoption. Le Conseil s'est entendu sur le texte d'un communiqué de presse relatif à la date de la séance d'adoption.

Le 21 décembre, le Conseil a tenu des consultations sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, à la demande de la Fédération de Russie. Les membres du Conseil ont examiné l'état des négociations sur un projet de résolution proposé par les Émirats arabes unis et décidé de reporter à nouveau la séance d'adoption.

Plus tard dans la journée, le Conseil a tenu de nouvelles consultations sur la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne, cette fois à la demande de l'Équateur. Les membres du Conseil ont examiné de nouveau l'état des négociations sur un projet de résolution proposé par les Émirats arabes unis et convenu de la date de la séance d'adoption.

Le 22 décembre, le Conseil a tenu une séance aux fins de l'adoption d'un projet de résolution relatif à la situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne. Un projet de texte proposé par les Émirats arabes unis a été examiné. Un amendement oral a été proposé par la Fédération de Russie mais n'a pas été

adopté, un membre permanent ayant voté contre. Le projet a ensuite été adopté en tant que résolution [2720 \(2023\)](#) par 13 voix pour, avec 2 abstentions. Dans cette résolution, le Conseil a prié le Secrétaire général de nommer un coordonnateur de haut niveau de l'action humanitaire et de la reconstruction pour Gaza, qui serait chargé de mettre en place un mécanisme d'aide des Nations Unies pour Gaza, et exigé de toutes les parties au conflit qu'elles autorisent et facilitent l'acheminement immédiat, sûr et sans entrave d'une aide humanitaire à grande échelle directement à la population civile dans l'ensemble de la bande de Gaza.

Le 29 décembre, le Conseil a tenu une séance d'information d'urgence à la demande des Émirats arabes unis. Le Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix, Khaled Khiari, le Vice-Président chargé des études à la Dotation Carnegie pour la paix internationale et ancien Vice-Premier Ministre de la Jordanie, Marwan Muasher, et le Conseiller spécial et Consultant principal en droit et politique humanitaires au Conseil norvégien pour les réfugiés, Itay Epshtain, ont fait des exposés sur la situation en Cisjordanie, le non-respect du droit international humanitaire et les perspectives relatives à la solution des deux États. Les membres du Conseil de sécurité se sont opposés à l'expansion des colonies de peuplement israéliennes, à la « légalisation » des avant-postes de colonies et au déplacement des civils palestiniens, et ont condamné tous les actes de violence visant des civils, y compris les actes de terrorisme, appelé à la protection des civils et réaffirmé leur attachement à la solution des deux États.

Yémen

Le 13 décembre, le Conseil de sécurité a tenu des consultations sur la situation au Yémen. Les membres du Conseil ont entendu des exposés de l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Hans Grundberg, du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Martin Griffiths, et du Chef de la Mission des Nations Unies en appui à l'Accord sur Hodeïda, Michael Beary.

Les membres ont salué le travail accompli par l'Envoyé spécial pour relancer le processus de dialogue politique intra-yéménite sous les auspices de l'ONU, condamné la capture du *Galaxy Leader* et d'autres navires en mer Rouge et exigé la libération des membres d'équipage détenus. Ils se sont également dits vivement préoccupés par la détérioration de la situation humanitaire.

Certains membres ont également exprimé leur inquiétude quant au nombre de personnes tuées ou mutilées par des engins explosifs improvisés et demandé des précisions sur l'état d'avancement du plan de déminage.

Afghanistan

Le 20 décembre, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information et des consultations sur l'Afghanistan. Il a entendu des exposés de la Représentante spéciale du Secrétaire général pour l'Afghanistan et Chef de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan, Roza Otunbayeva, du Directeur de la Division de la coordination du Bureau de la coordination des affaires humanitaires à Genève, Ramesh Rajasingham, et de la Directrice exécutive de l'organisation de la société civile Rawadari, Shaharзад Akbar. Le Président du Conseil a fait un exposé en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1988 \(2011\)](#). Des représentants de l'Afghanistan, de la République islamique d'Iran, de l'Inde, du Pakistan et de l'Ouzbékistan ont participé à la séance.

La Représentante spéciale a présenté un résumé du rapport du Secrétaire général, publié en décembre 2023, sur la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales, notamment la persistance des risques en matière de sécurité sur le territoire afghan et la détérioration de la situation humanitaire dans le pays, où les deux tiers de la population avaient besoin d'une aide humanitaire. Elle a également expliqué que les femmes et les filles continuaient de subir des discriminations et des restrictions en matière d'accès à l'éducation et au travail. Elle a salué l'évaluation indépendante menée par le Coordonnateur spécial, Feridun Sinirlioğlu, présentée en application de la résolution 2679 (2023). Elle a en outre soulevé la question de l'expulsion d'Afghans sans papiers vivant au Pakistan.

Le Directeur de la Division de la coordination du Bureau de la coordination des affaires humanitaires a mis en garde contre la crise du financement qui limitait les possibilités de fournir une assistance aux Afghans les plus démunis. Il a également appelé l'attention sur la marginalisation des femmes et des filles dans de nombreux domaines. Dans le même temps, il a informé le Conseil de la participation de femmes afghanes à l'action humanitaire, rendue possible par un certain degré de coopération avec les autorités de facto.

M^{me} Akbar, représentante de la société civile, a réaffirmé le désir de la majorité des Afghans de retrouver un pays prospère et pacifique promouvant et respectant l'inclusion et la participation des femmes dans tous les secteurs sociaux et politiques.

S'exprimant en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1988 (2011) et conformément au paragraphe 56 de la résolution 2255 (2015), le Président du Conseil a présenté l'exposé annuel sur les activités du Comité. En plus de donner une vue d'ensemble des conditions de sécurité et de la situation humanitaire en Afghanistan, il a rappelé l'objectif premier du régime de sanctions et souligné qu'il importait que celui-ci reste un outil approprié et efficace pour contrer les menaces qui pesaient sur la paix et la stabilité dans le pays. En outre, il a mis l'accent sur la prorogation, jusqu'en décembre 2024, du mandat de l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions par le Conseil, dans sa résolution 2716 (2023), et sur l'approbation par le Comité de 16 dérogations à l'interdiction de voyager pour des membres des Taliban inscrits sur la liste relative aux sanctions.

Le 29 décembre, le Conseil a adopté la résolution 2721 (2023), dans laquelle il s'est félicité que le Secrétaire général ait l'intention de convoquer en temps voulu la prochaine réunion du groupe d'envoyés spéciaux et de représentants spéciaux pour l'Afghanistan, dont la première s'était tenue en mai 2023, et jugé opportun que soient examinées à cette occasion les recommandations issues de l'évaluation indépendante.

République arabe syrienne

Le 21 décembre, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information et des consultations sur la situation politique et humanitaire en République arabe syrienne. L'Envoyé spécial du Secrétaire général pour la Syrie, Geir Pedersen, et la Directrice de la Division du financement de l'action humanitaire et de la mobilisation de ressources du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, Lisa Doughten, ont pris la parole devant le Conseil. Des représentants de la République arabe syrienne, de la République islamique d'Iran et de la Türkiye ont également participé à la séance, au titre de l'article 37.

L'Envoyé spécial et la Directrice ont fait part de leurs préoccupations concernant l'impasse politique et son incidence sur l'aggravation de la crise humanitaire et concernant les difficultés croissantes qui entravaient l'action humanitaire.

Les deux intervenants ont également mis en garde contre l'escalade de la violence en République arabe syrienne, qui amplifiait les menaces pesant sur la sécurité dans la région. L'Envoyé spécial a condamné les attaques perpétrées contre des infrastructures civiles, qui mettaient en danger la population.

Les membres du Conseil ont appelé de leurs vœux la reprise des travaux de la Commission constitutionnelle et du dialogue politique inclusif et durable et réaffirmé leur appui à un règlement politique conforme à la résolution [2254 \(2015\)](#). Ils ont également précisé leurs priorités pour améliorer la situation humanitaire en République arabe syrienne.

Le 22 décembre, le Conseil de sécurité a tenu une séance d'information sur l'application de la résolution [2118 \(2013\)](#). Le Directeur du Bureau des affaires de désarmement et Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement, Adedeji Ebo, a fait un exposé sur le dernier rapport du Directeur général de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques. Des représentants de la République arabe syrienne, de la Türkiye et de la République islamique d'Iran ont également participé à la séance, au titre de l'article 37.

Asie

Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée

Le 19 décembre 2023, le Conseil de sécurité a tenu une réunion d'information sur la question intitulée « Non-prolifération : République populaire démocratique de Corée » après le lancement de deux missiles balistiques, dont un missile intercontinental, les 17 et 18 décembre 2023. Il a entendu un exposé du Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique. La République de Corée et la République populaire démocratique de Corée ont également participé à la réunion, au titre de l'article 37.

Europe

Le 6 décembre, à la demande de la France, le Conseil de sécurité s'est réuni pour faire le point sur l'évolution de la situation en Ukraine. Les membres ont entendu des exposés du Sous-Secrétaire général pour l'Europe, l'Asie centrale et les Amériques du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix et du Département des opérations de paix, Miroslav Jenča, et du Directeur de la Division de la coordination du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

Le Sous-Secrétaire général a informé les membres du Conseil que, depuis le début du conflit, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme avait recensé 10 065 civils tués et 18 679 blessés. Au total, 10 millions de personnes avaient été contraintes de fuir leur foyer, parmi lesquelles on dénombrait 3,7 millions de personnes déplacées et plus de 6,3 millions de personnes réfugiées. Le Directeur de la Division de la coordination a décrit l'action humanitaire menée en Ukraine et formulé des observations sur l'incidence positive des corridors annoncés en août pour les exportations de denrées alimentaires.

Le 11 décembre, à la demande de la Fédération de Russie, le Conseil s'est réuni pour entendre un exposé du Directeur du Bureau des affaires de désarmement et Haut-Représentant adjoint pour les affaires de désarmement sur l'incidence des transferts d'armes et de munitions vers l'Ukraine. Le Directeur a rappelé l'importance de la transparence et du principe de responsabilité et encouragé les États Membres à adhérer aux mécanismes de suivi multilatéraux.

Les membres ont également entendu un exposé d'une ancienne diplomate et colonelle de l'armée des États-Unis d'Amérique, Mary Ann Wright, qui a pris la parole en tant que représentante de la société civile. L'Ukraine a participé à la séance au titre de l'article 37.

Le 29 décembre, le Conseil s'est réuni pour examiner la situation en Ukraine. Il a entendu un exposé du Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique, qui a souligné que les attaques contre la population et les infrastructures civiles devaient cesser sans délai.

Au cours du débat qui a suivi, plusieurs membres du Conseil ont évoqué le lourd tribut payé par la population civile ukrainienne depuis le début du conflit, près de deux ans plus tôt. Beaucoup ont également condamné les attaques contre la population et les infrastructures civiles et demandé qu'il y soit mis fin sans délai. Ils ont exprimé en outre leur inquiétude face à la détérioration de la situation humanitaire dans le pays, en particulier à l'approche de l'hiver.

Le 30 décembre, le Conseil s'est de nouveau réuni pour débattre du conflit en Ukraine. Il a été informé par le Sous-Secrétaire général pour le Moyen-Orient, l'Asie et le Pacifique que les attaques de missiles et de roquettes menées par l'Ukraine contre la ville de Belgorod, située à 30 kilomètres de la frontière ukrainienne, avaient fait au moins 18 morts parmi les civils, dont 2 enfants. Au moins 100 autres personnes, dont 15 enfants, auraient été blessées. Le Sous-Secrétaire général a mis en garde contre une augmentation du nombre de victimes civiles des deux côtés, rappelant l'appel urgent lancé par le Secrétaire général pour qu'il soit mis fin aux attaques contre les centres civils, les zones résidentielles et les infrastructures énergétiques.

Lors du débat qui a suivi, nombre de membres du Conseil ont exprimé une fois de plus leur vive inquiétude face à l'augmentation des attaques visant des civils et des infrastructures critiques. Les délégations ont appelé instamment à une désescalade des combats et à la reprise immédiate des efforts diplomatiques pour parvenir à une cessation des hostilités.

Amériques

Le 8 décembre, le Conseil de sécurité a tenu des consultations pour examiner la situation liée au différend territorial opposant la République bolivarienne du Venezuela au Guyana concernant la région de l'Essequibo. La Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix a présenté un exposé au Conseil.

Haïti

Le 12 décembre, le Représentant permanent du Gabon, s'exprimant en sa qualité de Président du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [2653 \(2022\)](#) concernant Haïti, a fait un exposé sur le régime de sanctions concernant Haïti. Après l'exposé, à la demande de la Fédération de Russie, les membres ont tenu des consultations sur la situation en Haïti, en particulier sur le déploiement de la Mission multinationale d'appui à la sécurité autorisé par la résolution [2699 \(2023\)](#), adoptée le 2 octobre.

Maintien de la paix et de la sécurité internationales

Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux

Le 12 décembre, le Conseil de sécurité a tenu sa séance d'information semestrielle sur le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux. Il a entendu des exposés de la Présidente du Mécanisme, Graciela Gatti Santana, qui en a présenté le vingt-troisième rapport d'activité, et du Chef des poursuites du Mécanisme, Serge Brammertz.

La Présidente du Mécanisme a informé le Conseil que, compte tenu de l'achèvement des principaux travaux judiciaires hérités des Tribunaux ad hoc, le Mécanisme était entré dans une phase véritablement résiduelle et s'attachait désormais à planifier l'avenir et à réduire progressivement ses activités. En conséquence, et dans le cadre des nouvelles priorités du Mécanisme, elle avait présenté au Groupe de travail informel du Conseil sur les tribunaux internationaux un projet de cadre d'action en vue de l'achèvement des fonctions du Mécanisme.

Le Chef des poursuites du Mécanisme a informé le Conseil que son bureau avait accompli sa mission consistant à diligenter les poursuites dans les dernières affaires héritées du Tribunal pénal international pour le Rwanda et du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. Se tournant vers l'avenir, il a fait le point sur l'action menée par son bureau pour aider les autorités nationales qui menaient des enquêtes et poursuivaient devant les tribunaux nationaux les personnes qui avaient commis des crimes pendant le génocide des Tutsis au Rwanda en 1994 et lors des conflits en ex-Yougoslavie.

Des représentants de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, du Rwanda et de la Serbie ont également participé à la séance.

Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme

Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes

Le 4 décembre, le Conseil de sécurité a tenu sa séance d'information semestrielle pour examiner le onzième rapport de l'Équipe d'enquêteurs des Nations Unies chargée de concourir à amener Daech/État islamique d'Iraq et du Levant à répondre de ses crimes. Le Conseiller spécial et Chef de l'Équipe, Christian Ritscher, a rendu compte des travaux de l'Équipe et des progrès accomplis par celle-ci dans l'exécution de son mandat durant la période considérée.

Le Conseiller spécial a également déclaré qu'en application de la résolution [2697 \(2023\)](#), par laquelle son mandat et celui de l'Équipe avait été prorogé jusqu'au 17 septembre 2024 seulement, et en coordination avec les autorités irakiennes, l'Équipe avait ajusté ses priorités tout en continuant à s'acquitter des tâches essentielles définies dans la résolution conformément à son mandat. Le représentant de l'Iraq a également pris part à la séance.

Opérations de maintien de la paix des Nations Unies

Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement

Le 12 décembre, le Conseil de sécurité a tenu des consultations sur la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD). Il a entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux opérations de paix, Jean-Pierre Lacroix, qui a signalé que la situation restait tendue compte tenu de la grave escalade des hostilités à Gaza et rappelé l'importance d'une présence constante de la mission dans la région.

Plus tôt, le 6 décembre, le Conseil avait tenu une séance avec les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police à la FNUOD.

Le 21 décembre, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution [2718 \(2023\)](#), par laquelle il a prorogé le mandat de la FNUOD pour une nouvelle période de six mois.

Questions thématiques et autres questions

Armes de petit calibre : lutter contre la menace que le détournement, le trafic et l'utilisation abusive des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions font peser sur la paix et la sécurité

Le 15 décembre, le Conseil de sécurité a tenu un débat public sur le thème « Armes de petit calibre : lutter contre la menace que le détournement, le trafic et l'utilisation abusive des armes légères et de petit calibre et de leurs munitions font peser sur la paix et la sécurité ». Le débat était présidé par la Ministre équatorienne des affaires étrangères et de la mobilité humaine, Gabriela Sommerfeld. La Secrétaire générale adjointe et Haute-Représentante pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu, la Directrice adjointe de l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR), Cécile Aptel, et la Directrice exécutive du Women's Institute for Alternative Development à Trinité-et-Tobago, Folade Mutota, ont fait des exposés.

Au cours du débat public, la Haute-Représentante pour les affaires de désarmement a rappelé que le Conseil avait lancé l'examen biennal des armes de petit calibre en 2007 et qu'il avait depuis constaté que le trafic, l'accumulation déstabilisatrice et l'utilisation abusive des armes de petit calibre menaçaient la paix et la sécurité internationales. Elle a mis l'accent sur l'action menée aux niveaux mondial, régional, sous-régional et national pour contrôler les armes légères et de petit calibre, notamment le Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, le Protocole relatif aux armes à feu, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, et le Traité sur le commerce des armes.

La Directrice adjointe de l'UNIDIR a rappelé que les armes légères et de petit calibre, qui faisaient au moins 250 000 victimes chaque année, étaient la deuxième cause de décès de civils liés aux conflits. Les nouvelles technologies et les innovations, notamment l'impression 3D et la conversion illicite d'armes neutralisées, contribuaient à la prolifération illicite et à l'accumulation déstabilisatrice de ces armes. La Directrice adjointe a indiqué que l'UNIDIR contribuait à l'approche globale de l'ONU en matière de gestion des armes et des munitions, notamment en ce qui concernait les mandats des opérations de paix et des missions politiques spéciales, les régimes de sanctions et les embargos sur les armes.

M^{me} Mutota a demandé au Conseil d'ériger en priorité la lutte contre la menace que représentait l'utilisation abusive des armes conventionnelles pour la paix et la

sécurité. Elle lui a aussi demandé instamment d'élaborer des solutions pour prévenir la violence faite aux non-combattants dans les zones de conflit, où beaucoup de femmes et d'enfants étaient tués, blessés et exposés à des souffrances humaines considérables causées par l'utilisation d'armes conventionnelles.

La séance a été l'occasion pour les délégations d'examiner le rapport biennal du Secrétaire général sur les armes légères et de petit calibre et d'évaluer les tendances et l'incidence de l'utilisation abusive, du trafic et de l'accumulation déstabilisatrice des armes légères et de petit calibre sur les situations de conflit, les situations consécutives à un conflit et les situations de fragilité, ainsi que leurs nombreux effets transversaux sur la paix et la sécurité internationales.

Soixante-cinq délégations ont participé au débat public et exprimé leurs vues sur les menaces que ces armes faisaient peser sur la sécurité mondiale et régionale.

Non-prolifération

Le 18 décembre, le Conseil de sécurité a tenu sa séance d'information semestrielle sur l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#). La Secrétaire générale adjointe aux affaires politiques et à la consolidation de la paix a présenté le dernier rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution. La Facilitatrice chargée par le Conseil de sécurité de promouvoir l'application de la résolution [2231 \(2015\)](#) et Représentante permanente de Malte, Vanessa Frazier, a rendu compte des travaux menés par le Conseil concernant l'application de cette résolution. S'exprimant en sa qualité de Coordonnateur de la Commission conjointe établie dans le cadre du Plan d'action global commun, le Chef de la délégation de l'Union européenne auprès de l'Organisation des Nations Unies, Olof Skoog, a fait un exposé sur les travaux de la Commission. Les membres du Conseil ont réaffirmé leur soutien au Plan d'action global commun et appelé à des échanges diplomatiques pour faciliter le retour à la mise en œuvre intégrale de la résolution [2231 \(2015\)](#) et du Plan d'action. Des représentants de la République islamique d'Iran et de l'Allemagne ont participé à la séance.

Organes subsidiaires

Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique

Le 5 décembre, le Groupe de travail spécial sur la prévention et le règlement des conflits en Afrique s'est réuni pour débattre de la mise en œuvre des rapports du Secrétaire général sur les causes des conflits et la promotion d'une paix et d'un développement durables en Afrique ainsi que sur les liens entre la paix, la sécurité et le développement.

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1591 \(2005\)](#) concernant le Soudan

Le 12 décembre, les membres du Conseil de sécurité ont entendu un exposé sur les activités menées par l'organe subsidiaire du Conseil concernant le Soudan au cours des trois mois précédents (du 14 septembre au 12 décembre). Le Groupe d'experts du Conseil de sécurité sur le Soudan a présenté son deuxième compte rendu trimestriel, tandis que le Bureau de la coordination des affaires humanitaires a informé le Comité créé par la résolution [1591 \(2005\)](#) concernant le Soudan de la mise en œuvre de l'exemption humanitaire.

Exposés des présidentes et présidents des organes subsidiaires

Le 14 décembre, le Conseil de sécurité a entendu des exposés des présidentes et présidents sortants des 10 organes subsidiaires suivants : le Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure, le Comité créé par la résolution [1518 \(2003\)](#), le Comité créé par la résolution [2140 \(2014\)](#), le Comité créé par la résolution [2127 \(2013\)](#) concernant la République centrafricaine, le Comité créé par la résolution [1373 \(2001\)](#) concernant la lutte antiterroriste, le Comité créé par la résolution [2048 \(2012\)](#) concernant la Guinée-Bissau, le Comité créé par la résolution [1533 \(2004\)](#) concernant la République démocratique du Congo, le Comité créé par la résolution [2206 \(2015\)](#) concernant le Soudan du Sud, le Comité créé par la résolution [2653 \(2022\)](#) concernant Haïti et le Groupe de travail informel sur les tribunaux internationaux.

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1988 \(2011\)](#)

Le 14 décembre, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution [2716 \(2023\)](#) et décidé que l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions, créée en application du paragraphe 7 de la résolution [1526 \(2004\)](#), continuerait de seconder le Comité créé par la résolution [1988 \(2011\)](#) pendant une nouvelle période de 12 mois.

Méthodes de travail

Le 1^{er} décembre, une note du Président du Conseil de sécurité ([S/2023/945](#)) a été publiée concernant les rédacteurs et les corédacteurs.
